

# LA CROIX

vendredi 9 avril 2021

## **Covid-19 : à Châteaudun, on expérimente la vaccination des bénévoles**

**Nathalie Birchem**

Alors qu'un certain nombre de bénévoles âgés ont cessé leur engagement pendant le Covid, le Réseau recherches & Solidarité met en avant l'expérimentation de Châteaudun, qui a vacciné 120 bénévoles seniors avec des doses non utilisées.

C'est une expérimentation inédite en France. Depuis le 25 janvier, le centre de vaccination de Châteaudun (Eure-et-Loire) vaccine, au compte-gouttes, des bénévoles seniors des associations locales. Ces volontaires ne prennent la place d'aucune personne prioritaire, ils bénéficient simplement des doses disponibles en fin de matinée ou de journée quand un rendez-vous n'est pas honoré. D'ores et déjà, 120 bénévoles des Restos du coeur, du Secours populaire, du Secours catholique, ou encore de la Croix-Rouge ou des Petits Frères des Pauvres ont été vaccinés.

Ancienne éducatrice, Marie-Claire Bouffard coordonne l'opération et a appelé une à une les associations autour de Châteaudun pour leur demander si certains de leurs bénévoles seniors souhaitaient être vaccinés. 137 personnes âgées de plus de 50 ans, exerçant dans 14 associations sur 5 communes autour de Châteaudun, se sont portées volontaires. « On a commencé par les plus âgés, j'ai eu des bénévoles de plus de 80 ans qui n'avaient pas pu se faire vacciner, et après des personnes un peu plus jeunes, commente Marie-Claire Bouffard. Les dirigeants d'associations étaient ravis. »

### **39 % des bénévoles seniors auraient suspendu leur engagement**

C'est le Dunois Jacques Malet, président de Recherches & Solidarités, qui a eu l'idée de cette expérimentation. « Dès qu'on a commencé à parler de vaccination en janvier, raconte-t-il, on s'est dit qu'il y avait un enjeu à ne pas oublier les bénévoles si on veut que les associations qui s'occupent de tout un tas de gens en difficulté continuent à fonctionner. » Recherches & Solidarités a alors lancé, toujours en janvier, une enquête en ligne portant sur 1 248 répondants de 50 à 74 ans (1). Selon cette étude, 39 % des bénévoles seniors auraient suspendu leur engagement, soit parce que l'association a fermé (17 %), soit parce qu'ils ont préféré eux-mêmes s'interrompre (12 %), soit parce que les dirigeants de leur association leur ont demandé d'arrêter pour éviter de leur faire prendre des risques (10 %).

« On a commencé à alerter sur ce problème fin janvier, sans succès, explique Jacques Malet, et très vite on s'est dit que ça ne servait à rien de brailler dans le désert et qu'il était préférable de

faire la preuve sur le terrain que c'était faisable simplement, sans prendre la place de personne. » Le Dunois se met alors en contact avec les acteurs locaux. La Communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) de Châteaudun, qui coordonne médecins, pharmaciens infirmiers, kinésithérapeutes ou encore sages-femmes de l'arrondissement, accepte tout de suite. Marie-Claire Bouffard s'occupe de joindre les associations. L'agence régionale de santé, mise au courant, ne dit pas non. Et l'opération est rapidement mise en oeuvre.

### **Élargir l'expérience**

Recherches & Solidarités, qui a proposé l'expérience à plus petite échelle à l'Île d'Yeu et à Arcachon, aimerait maintenant pouvoir l'essaimer partout où les besoins se font sentir. L'idée a reçu le soutien de l'épidémiologiste Robert Sebbag, attaché au service des maladies infectieuses et tropicales de la Pitié-Salpêtrière à Paris. « Ce projet pilote m'a tout de suite séduit, confirme ce médecin, car d'une part il est nécessaire de soutenir le tissu associatif qui fait un travail remarquable sur le terrain et en plus cela permet d'éviter que des doses soient perdues. »

L'expérimentation a aussi convaincu plusieurs députés LREM, à commencer par Fabienne Colboc, députée d'Indre-et-Loire, qui souhaite « étendre cette expérience en sensibilisant les préfetures pour qu'elles favorisent sa généralisation sur les territoires volontaires ». Avec 24 autres députés de la majorité, elle a écrit mardi 7 avril à Sarah El Haïri, secrétaire d'État à la jeunesse et à l'engagement, et à Olivia Grégoire, secrétaire d'État chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable.

*(1) Enquête en ligne réalisée du 14 au 20 janvier sur 1 248 répondants de 50 à 74 ans.*